

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu habituel le 28 septembre 2021 à partir de 20h, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc CORBET, Maire.

**Etaient présents :** Jean-Luc CORBET – Caroline HOSTALIER – Jacques BOUDOU – Aline SOLANS - Corine LEMARIEY (arrivée à 20h35) – Jean-François SAINTY – Jocelyne BEJUY - Thierry LORA RONCO – Joëlle DEMEMES - Annie DELASTRE – Henri PELLETIER – Michèle BECHET – Rarib SALIM – Hélène BERT – Bruno BRUGNACCHI – José SALVADOR - Stéphane BERGER – Delphine FIEVET – Benoît GAUDIN - Muriel MAUGER - Jean-Michel LOSA - Emmanuel SANTO - Franck AGACI.

**Absents ayant donné pouvoir :**

Robin NIER a donné pouvoir à Corine LEMARIEY.

Caroline HUMEZ a donné pouvoir à Caroline HOSTALIER.

Muriel VALIENTE a donné pouvoir à Hélène BERT.

**Absents :** Yvan BICAÏS - Solenn LE YAOUANQ - Hortense NOWAK.

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été, conformément à l'article L.2121-15 du code général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'un(e) secrétaire.

Annie DELASTRE a accepté de remplir cette fonction.

Monsieur le Maire souhaite s'exprimer. Vendredi dernier, le 24 septembre 2021, un jeune militaire du 7<sup>ème</sup> BCA, décédait lors d'affrontements armés au Mali. Connu et reconnu par ses pairs, par ses frères d'armes, sa bravoure ne lui a pas malheureusement permis de surmonter cet affrontement. Son engagement au service de la nation a été jusqu'à la perte de sa vie. Il recevra demain à 16h30 les honneurs militaires et républicains en présence du Président de la République. Pour information, je représenterai demain la commune à cette cérémonie aux Invalides. Ce fils d'une famille varçoise mérite ce soir notre respect vis-à-vis de son engagement. En tant que représentants de la commune de Varcès, je vous demande de respecter une minute de silence... Je vous remercie.

## VIE INSTITUTIONNELLE

### 1. Approbation du procès-verbal de la séance du 6 juillet 2021

Le Conseil Municipal **APPROUVE** le procès-verbal du Conseil Municipal du 6 juillet 2021.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

### 2. Information du Maire

Il est rappelé l'article 8 du règlement intérieur du conseil municipal, notamment concernant la confidentialité des affaires traitées en commissions municipales :

*« Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.*

*Elles statuent à la majorité des membres présents.*

*Les affaires traitées en commission doivent rester confidentielles tant qu'une décision officielle n'a pas été prise à leur sujet ».*

### 3. COMMUNICATION DU MAIRE - DELEGATION PERMANENTE DU CONSEIL MUNICIPAL. Compte rendu de Monsieur le Maire

Monsieur le Maire communique au conseil municipal, qu'en vertu des articles L2122-22, L2122-23, du code général des collectivités territoriales et de la délibération n° 2020.088 du 24 novembre 2020 portant délégation du conseil municipal au Maire, les décisions suivantes ont été prises :

- concernant les marchés publics :

Objet	Date de signature	Montant
Accord-Cadre à bons de commandes pour la fourniture de produits d'entretien, de produits d'hygiène et accessoires de nettoyage pour les services de la ville de Varcès Allières et Risset (Lot n°1 Produits d'entretien – restauration – blanchisserie) : attribution à la société PAREDES CSE LYON (69745 GENAS)	27 juillet 2021	Minimum de commande par an : 1 000 € H.T Maximum de commande par an : 10 000 € H.T
Accord-Cadre à bons de commandes pour la fourniture de produits d'entretien, de produits d'hygiène et accessoires de nettoyage pour les services de la ville de Varcès Allières et Risset (Lot n°2 Produits d'hygiène et essuyage) : attribution à la société PAREDES CSE LYON (69745 GENAS)	27 juillet 2021	Minimum de commande par an : 3 000 € H.T Maximum de commande par an : 10 000 € H.T
Accord-Cadre à bons de commandes pour la fourniture de produits d'entretien, de produits d'hygiène et accessoires de nettoyage pour les services de la ville de Varcès Allières et Risset (Lot n°3 Produits consommables) : attribution à la société PAREDES CSE LYON (69745 GENAS)	27 juillet 2021	Minimum de commande par an : 2 000 € H.T Maximum de commande par an : 10 000 € H.T
Accord-Cadre à bons de commandes pour la fourniture de produits d'entretien, de produits d'hygiène et accessoires de nettoyage pour les services de la ville de Varcès Allières et Risset (Lot n°4 Petits matériels) : attribution à la société SAS GROUPE PIERRE LE GOFF (69191 SAINT FONTS)	27 juillet 2021	Minimum de commande par an : 500 € H.T Maximum de commande par an : 3 000 € H.T
Mission de réalisation du programme fonctionnel, technique et financier détaillé de la salle multi-activités : attribution au groupement d'entreprises Gaëlle MAINGUE Architecte – Mandataire - (38000 Grenoble) / SAS ARCEA (38100 Grenoble)	13 août 2021	24 212,50 € HT, soit 29 055 € TTC (y compris tranches optionnelles du marché)

## RESSOURCES HUMAINES

### 4. Modification du tableau des emplois : créations, suppressions et modifications de postes

☞ Rapport présenté par Joëlle DEMEMES, Maire-adjointe en charge de l'administration interne et des relations services / activités / élus.

Les créations et suppressions de postes suivants sont soumises à l'examen du Conseil Municipal :

Suppression :	Création :
<b>A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021</b>	
Un agent des services techniques est inscrit sur la liste d'aptitude par voie de promotion interne au grade supérieur. Il convient de supprimer le poste <b>d'adjoint technique principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet.</b>	Il convient de créer un poste <b>d'agent de maîtrise à temps complet.</b>

## **Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre.**

**Monsieur Jean-Michel LOSA, conseiller municipal** : par rapport au Comité Technique qui a eu lieu le 23 septembre, on n'approuve pas le bilan social ce soir ?

**Madame Joëlle DEMEMES, Maire-adjointe en charge de l'administration interne** : compte-tenu du nombre de présentations importantes ce soir, nous décalons cette présentation au prochain conseil municipal.

Le présent projet de délibération a été soumis, pour avis, au Comité Technique (CT) le 23 septembre 2021 qui a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal **APPROUVE** les créations et suppressions de postes ci-dessus.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

## **FINANCES**

### **5. Limitation de l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions et conversion de bâtiments ruraux en logements**

☞ Rapport présenté par Aline SOLANS, Maire-adjointe en charge des finances.

Lors du Conseil Municipal du 2 Juin 1992, la Ville avait pris la décision de supprimer l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les constructions neuves et additions de construction à usage d'habitation.

Cependant, la suppression de la taxe d'habitation et la réforme de la fiscalité directe locale ont modifié la rédaction de certains articles du code Général des Impôts (CGI) et le régime de certaines exonérations relatives à la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Est porté à la connaissance du Conseil Municipal la rédaction de l'article 1383 du Code Général des Impôts (CGI) :

*« I. Les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction à usage d'habitation sont exonérées de la taxe foncière sur les propriétés bâties durant les deux années qui suivent celle de leur achèvement.*

*La commune peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis et pour la part qui lui revient, limiter l'exonération prévue au premier alinéa du présent I à 40 %, 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 % de la base imposable. La délibération peut toutefois limiter cette exonération uniquement pour ceux de ces immeubles qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'Etat prévus aux articles L. 301-1 à L.301-6 du code de la construction et de l'habitation ou de prêts conventionnés.*

*L'établissement public de coopération intercommunale peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis du présent code et pour la part qui lui revient, supprimer l'exonération prévue au premier alinéa du présent I. La délibération peut toutefois limiter cette exonération uniquement pour ceux de ces immeubles qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'Etat prévus aux articles L. 301-1 à L. 301-6 du code de la construction et de l'habitation ou de prêts conventionnés.*

*II.- Les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction autres que celles à usage d'habitation sont exonérées de la taxe foncière sur les propriétés bâties à hauteur de 40 % de la base imposable durant les deux années qui suivent celle de leur achèvement.*

*L'exonération temporaire prévue au premier alinéa du présent II ne s'applique pas pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties perçue au profit des établissements publics de coopération intercommunale.*

*L'exonération temporaire prévue au même premier alinéa ne s'applique pas aux terrains utilisés pour la publicité commerciale ou industrielle par panneaux-réclames, affiches-écrans ou affiches sur portatif spécial, établis au-delà d'une distance de 100 mètres autour de toute agglomération de maisons ou de bâtiments.*

III.- Les I et II s'appliquent également en cas de conversion d'un bâtiment à usage agricole en maison ou en usine et en cas d'affectation de terrains à des usages commerciaux ou industriels tels que chantiers, lieux de dépôts de marchandises et autres emplacements de même nature. »

Pour information, la suppression d'exonération a représenté pour la Ville entre les années 2017 et 2020 un gain moyen annuel de produit de taxe foncière sur les propriétés bâties de 24 000 €.

Les départements n'avaient pas la possibilité de supprimer cette exonération de deux ans sur la taxe foncière. Les constructions nouvelles et les additions de construction à usage d'habitation étaient donc exonérées de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties pendant deux ans.

Le transfert de la part du département de l'Isère de la taxe foncière à la ville de Varcès-Allières-et-Risset permet d'établir un taux moyen pondéré d'exonération de la taxe foncière sur les constructions neuves à 37 %.

C'est pourquoi, pour conserver une situation équivalente à celle qui prévalait avant le transfert de la taxe foncière du département à la ville, une limitation de l'exonération de 40 % de la base imposable semble la plus pertinente.

Le Conseil Municipal :

- **DÉCIDE** de limiter l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions et conversion de bâtiments ruraux en logements, à 40 % de la base imposable, en ce qui concerne tous les immeubles à usage d'habitation.
- **AUTORISE** M. le Maire à notifier cette délibération aux services préfectoraux

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

## 6. Remboursement par la commune d'une partie de la franchise des contrats d'assurance des agents communaux dont les véhicules ont été endommagés par l'orage de grêle du 20 juin 2021

☞ Rapport présenté par Aline SOLANS, Maire-adjointe en charge des finances.

Il est rappelé au Conseil Municipal qu'avait lieu le dimanche 20 juin 2021 le premier tour des élections régionales et départementales.

Un certain nombre d'agents communaux étaient donc en service dans les différents bureaux de vote de la commune.

Or, aux alentours de 18 heures, un très violent orage de grêle a frappé le territoire de notre commune et particulièrement son centre-bourg, endommageant de très nombreux biens immobiliers et véhicules. Parmi ces véhicules, ont été endommagés les véhicules personnels de 4 agents communaux, utilisés pour se rendre à leur service dans les bureaux de vote.

Ces agents ont déclaré leur sinistre à leur compagnie d'assurance, mais se sont vus appliquer la franchise prévue à leur contrat. Les montants de ces franchises vont de 190 € à 385 € selon les contrats.

Il est proposé au Conseil Municipal de dédommager ces agents en leur faisant rembourser par la commune une partie de leur franchise, à hauteur de 200 € par agent, sauf pour Mme HERNANDEZ dont le montant de la franchise prévue par le contrat d'assurance (190 €) est inférieur à 200 €. Pour ce dernier cas, il est proposé que le montant de remboursement de la commune soit égal au montant de la franchise. Les agents devront présenter la facture acquittée du montant de franchise.

Le Conseil Municipal **AUTORISE** Monsieur le Maire à faire procéder aux paiements auprès des 4 agents par la commune.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

## 7. Décision modificative n°3 au Budget Primitif 2021

☞ Rapport présenté par Aline SOLANS, Maire-adjointe en charge des finances.

Il est rappelé au Conseil Municipal que, par sa délibération n° 2021.031 du 30 mars 2021, il a approuvé le Budget Primitif (BP) de la Commune pour l'année 2021.

Le BP prévoyait l'acquisition du logement ainsi que du local situé dans le Gymnase Champ-Nigat, propriété du Syndicat Intercommunal de Varcès – Saint Paul de Varcès (SIVASP).

Pour des raisons juridiques, cette acquisition ne peut se faire avant la fin de l'exercice 2021. Or, il est nécessaire de verser la somme prévue pour l'acquisition du logement au SIVASP, afin que celui-ci équilibre son budget et puisse honorer les échéances d'emprunt.

Il est proposé au Conseil Municipal de modifier le BP comme suit :

Section d'investissement	Dépenses	Recettes
<b>Chapitre 21 : Immobilisations corporelles</b> 21318 – Bâtiments publics	-222 000 €	
<b>Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement</b>		-222 000 €

Section de fonctionnement	Dépenses
<b>Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement</b>	-222 000 €
<b>Chapitre 65 : Autres charges de gestion courantes</b> 65541 : Coll groupement : SIVASP	+222 000 €

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

## 8. Participation complémentaire à verser par la commune de Varcès Allières et Risset au Syndicat Intercommunal Varcès / Saint Paul de Varcès (SIVASP) pour 2021

☞ Rapport présenté par Aline SOLANS, Maire-adjointe en charge des finances.

Il est rappelé au Conseil Municipal que, par sa délibération n° 2021.037 du 30 mars 2021, il a approuvé le versement par la commune de Varcès Allières et Risset d'une participation d'un montant de 78 112.79 € au Syndicat Intercommunal Varcès / Saint Paul de Varcès (SIVASP), pour l'exercice 2021.

Le SIVASP a construit son budget en prévoyant la vente à la commune de Varcès Allières et Risset de l'appartement et du local situés dans le Gymnase Champ-Nigat, dont il est propriétaire.

Or, cette vente ne pourra pas se réaliser avant la fin de l'année 2021.

Afin de compenser la non-réalisation de cette vente d'ici la fin de 2021, il est nécessaire que les communes membres de ce syndicat intercommunal augmentent leurs participations à ce syndicat.

Cette participation est prévue dans le chapitre « Participations aux organismes de regroupement et aux syndicats » du Budget Primitif 2021 de la commune.

Le montant de cette participation complémentaire au bénéfice du SIVASP pour l'année 2021 est de 115 761 € auquel il faut appliquer un pourcentage de correction lié à l'utilisation des Poussous par le gymnase. Donc le montant réel est de 124 362,57 € et non les 115 761 € annoncés au départ dans la note de synthèse.

Cette somme sera versée au SIVASP en un seul versement.

### **Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre.**

**Monsieur Jean-Michel LOSA, conseiller municipal** : est-ce que le fait de ne pas avoir vendu l'appartement influe sur ce montant ?

**Madame Aline SOLANS, Maire-adjointe en charge des finances** : absolument pas. La correction est liée au montant qui avait été annoncé à la note de synthèse mais cela n'a rien à voir avec l'opération elle-même. Ici, ce n'est pas l'explication du montant mais c'est l'explication du pourquoi on doit verser ce montant. C'est plutôt une erreur de recopiage de colonne.

Le Conseil Municipal :

- **FAIT PROCÉDER** au versement de la participation complémentaire due par la commune de Varcès Allières et Risset au SIVASP de 124 362,57 €, selon modalités décrites ci-dessus.
- **MANDATE** ladite participation.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

## ENFANCE JEUNESSE

### 9. Remboursement aux familles d'une partie du montant du séjour Jeunesse à la Grande Motte

- ☞ Rapport présenté par Caroline HOSTALIER, maire-adjointe en charge de l'éducation et de l'enfance

Il est rappelé au Conseil Municipal sa délibération n°2021.038 du 30 mars 2021 par lequel il avait approuvé les tarifs des séjours Enfance et Jeunesse de l'été 2021. Ces tarifs dépendent du quotient familial des familles.

Dans ce cadre, le service Enfance Jeunesse avait organisé un séjour de 7 jours (du 12 au 18 juillet 2021) pour des adolescents de 11 à 17 ans à la Grande Motte.

Il avait été demandé aux familles des adolescents participants de régler par avance à la commune la totalité du montant de ce séjour.

Or, dans les premiers jours de ce séjour, deux adolescents participants ont été testés positifs au COVID-19. En conséquence, l'Agence Régionale de Santé a ordonné l'annulation des 5 derniers jours restants du séjour.

Le montant des dépenses engagées et non remboursables s'élève à 64% du coût total du séjour (7 425€ : transport, alimentation, camping, etc.).

Le montant des dépenses non engagées représente donc 36% du coût total du séjour.

La commune propose néanmoins de rembourser 50% du coût du séjour aux familles en fonction de ce qu'elles ont payé, selon les montants indiqués dans le tableau ci-dessous :

#### Proposition de remboursement :

QF > à ...	QF < à ...	TRANCHES	Tarif Régulé par les familles	Remboursement accordé
0	350	1	176,00 €	88,00 €
350	600	2	218,00 €	109,00 €
600	750	3	259,00 €	129,50 €
750	900	4	303,00 €	151,50 €
900	1050	5	344,00 €	172,00 €
1050	1250	6	386,00 €	193,00 €
1250	1450	7	427,00 €	213,50 €
1450	1750	8	469,00 €	234,50 €
1750	2000	9	511,00 €	255,50 €
2000	2450	10	552,00 €	276,00 €
2450	3000	11	594,00 €	297,00 €
3000		12	635,00 €	317,50 €
<b>EXTERIEUR</b>				
		13	635,00 €	317,50 €

## Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre.

**Monsieur Jean-Michel LOSA, conseiller municipal** : est- ce que l'on a le nombre de familles concernées.

**Madame Caroline HOSTALIER, Maire-adjointe en charge de l'éducation et de l'enfance** : il y a 15 jeunes qui participaient à ce séjour.

Monsieur Jacques BOUDOU et Madame Aline SOLANS ne prennent pas part au vote.

Le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** les tarifs de remboursement accordés pour chaque famille
- **AUTORISE** Monsieur le Maire de faire mettre en application par les services de la commune la procédure de remboursement

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

## ENVIRONNEMENT – DEVELOPPEMENT DURABLE

### 10. Projet de contrat Etat-ONF 2021-2025 – Délibération contre le projet de contrat proposé par l'Etat – Soutien à la mention de la FNCOFOR

☞ Rapport présenté par Jean-Luc CORBET, maire de la commune

Arrivée de Madame Corine LEMARIEY.

**Exposé des motifs** : Le 10 juin dernier, Dominique JARLIER, Président de la Fédération nationale des Communes forestières a été reçu par les cabinets des ministres de l'agriculture, de la transition écologique et de la cohésion des territoires au sujet des arbitrages conclus récemment pour le Contrat d'Objectifs et Performance (COP) État-ONF. Il a été mentionné les deux points suivants :

- « *Un soutien complémentaire des communes propriétaires de forêts sera également sollicité [...]. Cette contribution additionnelle est prévue à hauteur de 7,5 M€ en 2023 puis de 10 M€ par an en 2024-2025, une clause de revoyure étant prévue en 2022 pour confirmer cette contribution et en définir les modalités.* »
- « *Adapter les moyens de l'ONF en cohérence avec la trajectoire financière validée par l'Etat notamment en poursuivant sur la durée du contrat la réduction de ses effectifs à hauteur de 95 ETP par an [...].* »

Le 2 juillet dernier, le Contrat d'objectifs et de performance (COP) État-ONF a été voté lors du conseil d'administration de l'ONF, malgré l'opposition de toutes les parties prenantes autres que l'État (collectivités, filière, syndicats et personnalités qualifiées).

### CONSIDÉRANT

- Les décisions inacceptables du Gouvernement d'augmenter une nouvelle fois la contribution des communes propriétaires de forêts au financement de l'Office National des Forêts, à hauteur de 7,5 M€ en 2023 puis de 10 M€ en 2024 et en 2025 ;
- Les impacts considérables sur les budgets des communes qui vont devoir rechercher des ressources nouvelles auprès de leurs citoyens ;
- Le risque de dégradation du service public forestier dans les territoires en raison du projet de suppression de 500 emplois prévu dans le futur Contrat Etat-ONF ;

### CONSIDÉRANT

- L'engagement et la solidarité sans cesse renouvelés des communes propriétaires de forêts au service de la filière économique de la forêt et du bois, en période de crises notamment sanitaires ;
- L'impact très grave de ces crises sanitaires sur les budgets des communes déjà exsangues ;
- Les incidences significatives des communes propriétaires de forêts sur l'approvisionnement des entreprises de la filière bois et des emplois induits de ce secteur ;
- Les déclarations et garanties de l'Etat reconnaissant la filière forêt-bois comme un atout majeur pour l'avenir des territoires, la transition écologique et énergétique, ainsi que la lutte contre le changement climatique ;

- Une forte augmentation des conflits d'usage, liée aux changements sociétaux et au déconfinement, nécessitant des moyens de surveillance sur le terrain ;

### **Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre.**

**Monsieur Henri PELLETIER, conseiller municipal** : je voudrais simplement donner 2 chiffres parce que l'on a souvent du mal à appréhender le poids de ces motions quand on les adopte. Donc en l'adoptant, on rejoint les 6000 adhérents, collectivités locales, territoriales de la Fédération Nationale des Communes Forestières. Et il faut savoir que ces 6000 adhérents représentant 60 % de la forêt nationale. Donc cela a réellement un poids, et c'est important.

Le Conseil municipal :

- **EXIGE** le retrait immédiat de la contribution complémentaire des communes propriétaires de forêts au financement de l'ONF ;
- **EXIGE** la révision complète du projet de contrat Etat-ONF 2021-2025 ;
- **DEMANDE** que l'Etat porte une vraie ambition politique pour les forêts françaises,
- **DEMANDE** un maillage territorial efficient des personnels de l'ONF face aux enjeux auxquels la forêt doit faire face ;
- **AUTORISE** le Maire à signer tout document afférent.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

## **11. Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE**

☞ Rapport présenté par Thierry LORA RONCO, Maire-adjoint en charge de la transition écologique

Le Programme CEE ACTEE 2, référencé PRO-INNO-52, est porté par la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR).

Le programme ACTEE 2, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 1 vise à aider les collectivités à mutualiser leurs actions, à agir à long terme et ainsi à planifier les travaux de rénovation énergétique tout en réduisant leurs factures d'énergie. Le déploiement de ce programme dans tout le territoire national repose sur une implication forte des collectivités territoriales volontaires.

ACTEE 2 apporte un financement, via des appels à projets, aux collectivités lauréates pour déployer un réseau d'économes de flux, accompagner la réalisation d'études technico-économiques, le financement de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'achat d'équipements de suivi de travaux de rénovation énergétique. ACTEE 2 apporte également différents outils à destination des collectivités et des acteurs de la filière, avec notamment la mise à disposition d'un simulateur énergétique, un site internet informant de chaque étape des projets de rénovation ainsi qu'un centre de ressources adapté aux territoires (cahiers des charges type, fiches conseils, guides, etc.) à destination des élus et des agents territoriaux.

Le Programme permettra ainsi :

- La mise en place d'outils innovants, notamment d'identification des communes pour porter l'investissement dans leur patrimoine communal, en lien avec les enjeux de rénovation énergétique à destination de l'ensemble des collectivités, lauréates ou non des AAP ;
- Une série d'actions (création et mise à jour d'outils, appui aux diagnostics et animation du dispositif avec le déploiement d'économes de flux) pour accompagner les projets d'efficacité énergétique, notamment en substitution de chaufferies fioul à destination des collectivités lauréates des AAP ;
- La création d'une cellule d'appui ouverte à toutes les collectivités dans une logique de « hotline » avec en complément la mise à disposition d'outils d'aide à la décision, de communication à des destinations des élus ;
- Pour une part prépondérante, le financement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics pour les collectivités sélectionnées dans le cadre des appels à projets et des sous-programmes spécifiques ;
- De renforcer le réseau des économes de flux et des conseillers en financement initié par le Programme ACTEE 1, toujours en coordination et en complémentarité avec le réseau des conseillers en énergie partagé (CEP) mis en œuvre par l'ADEME. Ce dernier point fera l'objet d'une surveillance renforcée.



Le volume de certificats d'économie d'énergie délivré dans le cadre du Programme ACTEE 2 n'excède pas 20 TWh Cumac pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 31 décembre 2023, ce qui correspond à un budget de 100 M€.

Dans la même logique qu'ACTEE 1, ACTEE 2 poursuit les objectifs suivants :

- Favoriser le taux de passage à l'acte dans la réalisation des travaux de rénovation énergétique ;
- Encourager les mutualisations entre acteurs et collectivités ;
- Inciter les collectivités à déployer des stratégies d'actions sur le long terme pour rénover leur patrimoine ;
- Développer le réseau des économes de flux.

Suite à la réponse à l'appel à projets (AAP) « MERISIER » lancé le 30 mars 2021 à destination des bâtiments scolaires primaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner les projets du groupement de Grenoble Alpes Métropole, Commune d'Echirolles, Commune de Varcès-Allières et Risset, Commune de Pont-de-Claix, Commune de Meylan, Commune de Gières et de la SPL ALEC.

Conformément à cet appel à projets, l'objectif premier est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments scolaires primaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les fonds attribués via cet AAP génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de l'AAP et du Programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée.

Le cadre du partenariat entre la FNCCR, Grenoble Alpes Métropole, la SPL ALEC et les communes d'Echirolles, de Varcès-Allières et Risset, de Pont-de-Claix, de Meylan, de Gières est défini dans une convention multipartite jointe en annexe, qui est soumise à l'examen du Conseil Municipal.

La présente Convention a une durée s'étendant de sa signature par les parties et prendra fin au 30 septembre 2023.

### **Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre.**

**Monsieur Jean-Michel LOSA, conseiller municipal :** est-ce qu'on leur demande une garantie de résultat ou pas ?

**Monsieur Thierry LORA RONCO, Maire-adjoint en charge de la transition écologique :** avec l'ALEC, nous avons une convention approuvée il y a quelques mois pour financer un certain nombre de jours mis à disposition « d'experts ». Ils nous aideront pour trouver des ressources financières ou pour apporter une aide d'un point de vue technique dans les audits et dans la programmation de nos travaux. Ils sont notamment intervenus cette année pour faire un bilan énergétique de tous nos bâtiments en fonction de la surface. Il y a eu aussi tout un travail des services techniques pour identifier exactement la surface de nos bâtiments car les données n'étaient pas très à jour et pour déterminer, dans une 1<sup>ère</sup> approche, quels sont les bâtiments qu'il faudrait prioriser.

**Monsieur Jean-Michel LOSA, conseiller municipal :** ce n'est pas la question que j'avais posée. Ma question est : est-ce que la SPL ALEC a un gage de résultat quand il nous conseille. Il me semble que, dans ce projet-là, l'objectif, c'est d'être à moins 30 % d'économie d'énergie.

**Monsieur Thierry LORA RONCO, Maire-adjoint en charge de la transition écologique :** c'est la convention suivante. On va y venir.

**Monsieur Jean-Michel LOSA, conseiller municipal :** mais justement l'ALEC nous conseille, on paie une prestation et je ne parle pas de l'adhésion que l'on a votée. Le coût de cette étude est de 26 000 €. Et est-ce qu'il y a un contrat de résultat si demain on n'a pas les résultats attendus.

**Monsieur Thierry LORA RONCO, Maire-adjoint en charge de la transition écologique :** les 26 000 € portent sur des audits énergétiques donc il n'y aura pas d'économie d'énergie au bout de l'audit seul. On nous dira quels sont les travaux prioritaires à mener sur certains bâtiments pour que demain, on puisse faire des économies d'énergie. Donc l'ALEC n'a pas d'engagement de résultat de ce point de vue-là. On interviendra en priorité sur les bâtiments où les performances sont moins bonnes.

**Monsieur Jean-Luc CORBET, Maire** : l'objectif de cette mission est un objectif de sensibilisation, d'information, avec des diagnostics, des conseils techniques et parfois des conseils financiers si besoin. Nous avons à approuver une convention multipartites avec l'ALEC qui est notre référent. Et à nous d'être vigilants.

**Madame Laurence PAULIK, directrice générale des services** : quand on dépose des demandes de subventions pour des travaux de rénovation des bâtiments, il faut démontrer que nous allons faire des économies d'énergie. Il est donc nécessaire de réaliser d'abord ces audits pour avoir des valeurs de référence, et montrer ainsi que les travaux vont améliorer les performances.

**Monsieur Thierry LORA RONCO, Maire-adjoint en charge de la transition écologique** : il faut savoir que notre commune, comme toutes les communes, est soumise au décret tertiaire aujourd'hui qui va nous imposer de faire des économies de 40 % d'ici 2030 par rapport à une année témoin que l'on doit fixer d'ailleurs, entre 2010 et 2020. Toutes ces interventions-là entrent dans cette obligation qui est légale. Donc effectivement, il faut que l'on puisse montrer, d'ici 2030, un suivi année après année. Ce décret tertiaire s'applique à tous les bâtiments ayant une surface d'au moins 1000 m<sup>2</sup>.

Le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** cette convention
- **AUTORISE** M. le Maire, ou son suppléant, à signer ladite convention

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

## 12. Convention de partenariat avec la SPL ALEC dans le cadre du projet européen BAPAURA

☞ Rapport présenté par Thierry LORA RONCO, Maire-adjoint en charge de la transition écologique

La Société Publique Locale Agence Locale de l'Energie et du Climat (SPL ALEC) a pour vocation de contribuer à la mise en œuvre des politiques climatiques et de transition énergétique de ses actionnaires. Elle assure en particulier la mise en œuvre du service public de l'efficacité énergétique créé à l'initiative de Grenoble Alpes Métropole en 2019. Dans ce cadre, elle propose aux collectivités actionnaires une offre donnant accès à des services de conseils et d'accompagnements dédiés à l'amélioration énergétique du patrimoine communal.

En complément de cette offre, la SPL ALEC a mobilisé des financements européens dans le cadre du projet BAPAURA pour la période 2021-2023 qui permettent en particulier de dégager des moyens supplémentaires pour intervenir plus significativement dans les projets de rénovation.

Les projets qui seront accompagnés dans le cadre de BAPAURA ont été pré-identifiés et sélectionnés suite à un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé en novembre 2020 auprès des actionnaires de la SPL.

La commune de Varcès, s'est manifestée dans le cadre de cet AMI, afin de bénéficier de l'accompagnement spécifique proposé, pour son projet de rénovation de l'école élémentaire Charles Mallerin.

La SPL ALEC accompagnera la commune de Varcès dans son projet de rénovation énergétique, de la phase de programmation à la phase de rédaction des pièces de marché (DCE), conformément au cadre du projet BAPAURA. La SPL apportera en particulier des moyens humains et une expertise pour aider le maître d'ouvrage à déterminer et mettre en œuvre :

- Les objectifs de performance et les spécifications techniques du projet.
- Des solutions de financement (subventions, prêts, CEE, etc.)
- Des spécifications pour sécuriser de la performance énergétique avec la mise en œuvre d'une approche qualité (comme le commissionnement) pour assurer la cohérence entre les objectifs et la capacité des projets à y répondre.
- Eventuellement : un contrat de performance énergétique pour les projets les plus importants, à l'aide d'un prestataire qualifié.

Les conditions du partenariat entre la commune de Varcès Allières et Risset et la SPL ALEC sont définies dans une convention qui est soumise à l'examen du Conseil Municipal.

Cette convention aura une durée s'étendant de sa date de signature jusqu'au terme du projet BAPAURA, en août 2023.

Le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** cette convention
- **AUTORISE** M. le Maire, ou son suppléant, à signer ladite convention

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

## PATRIMOINE COMMUNAL

### 13. Echange de parcelles dans le cadre de la réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage sur la commune de Varcès-Allières-et-Risset

- ☞ Rapport présenté par Jacques BOUDOU, en charge des relations avec les habitants et à l'urbanisme

Vu le décret 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes Métropole »,

Vu l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L 3222-2 du Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'article L 5211-37 du Code général des Collectivités territoriales

Sur la commune de Varcès-Allières-et-Risset, Grenoble-Alpes Métropole a aménagé dans le cadre de sa compétence, une aire d'accueil des gens du voyage sur la parcelle cadastrée section AD n°934, d'une contenance de 7 051 m<sup>2</sup>, appartenant à la commune de Varcès-Allières-et-Risset.

Dans le cadre des négociations initiales, il avait été convenu que Grenoble-Alpes Métropole cèderait en échange à la commune une parcelle cadastrée section AC n°497, d'une contenance de 6 457 m<sup>2</sup>.

Cet aménagement étant aujourd'hui réalisé, il convient de procéder à cet échange foncier. Grenoble-Alpes Métropole et la commune de Varcès-Allières-et-Risset ont convenu d'un échange de parcelles sans soulte au vu du projet d'intérêt général de l'aire d'accueil des gens du voyage et de l'investissement réalisé par Grenoble-Alpes Métropole.

France Domaine a rendu son avis le 22 juillet 2021. Cet avis est joint en annexe.

Tous les frais inhérents à cet échange (notamment les frais de notaire) seront partagés à parts égales entre les deux parties.

Le Conseil Municipal :

- **VALIDE** l'échange de la parcelle cadastrée section AC n°497 appartenant à Grenoble Alpes Métropole avec la parcelle cadastrée section AD n°934 appartenant à la Commune de Varcès-Allières-et-Risset
- **DIT** que cet échange s'opèrera sans soulte
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cet échange

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

## INTERCOMMUNALITE

### 14. Convention de groupement de commandes pour la passation de marchés de travaux d'entretien de terrains de football

- ☞ Rapport présenté par Jean-Luc CORBET, Maire.

Les communes de Saint Paul de Varcès, de Varcès Allières et Risset et le Syndicat Intercommunal Saint Paul de Varcès / Varcès (SIVASP) ont décidé de se grouper afin de remettre en concurrence leurs marchés de travaux d'entretien de terrains de football.

Il est proposé que, conformément aux dispositions des articles L 2113-1, L 2113-6 et L 2113-7 du Code de la Commande Publique, ces collectivités constituent un groupement de commandes pour la passation de ces marchés, afin de pouvoir bénéficier de meilleures conditions auprès des entreprises. Pour cela, il convient que les communes mentionnées ci-dessus signent la convention définissant le fonctionnement de ce groupement de commandes, qui est soumise à l'examen du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal :

- Par un premier vote, **autorise** Monsieur le Maire, ou son suppléant, à signer ladite convention.
- Par un second vote, **élit** parmi les membres du conseil municipal un délégué titulaire et un délégué suppléant, afin de siéger au sein de la commission de sélection des offres du groupement de commandes.

Pour ce second vote, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal vote au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une représentation. Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé. Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

#### **Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre.**

**Monsieur Franck AGACI, conseiller municipal** : en tant que licencié du Club de football, le FCVG, je ne prendrai pas part au vote.

Il est proposé au Conseil Municipal :

Monsieur Jacques BOUDOU, 1<sup>er</sup> adjoint en tant que titulaire.

Monsieur Jean-Luc CORBET, Maire en tant que suppléant.

☞ Premier vote : proposition adoptée à l'unanimité

☞ Deuxième vote : proposition adoptée à l'unanimité

#### **15. Rapport annuel 2020 sur le prix et la qualité du service public de collecte, de traitement et de valorisation des déchets urbains**

☞ Rapport présenté par Thierry LORA RONCO, Maire-adjoint en charge de la transition écologique

Conformément aux dispositions des articles L 5211-39 et D 2224-1 du Code général des collectivités territoriales, le rapport annuel 2020 sur le prix et la qualité du service public de collecte, de traitement et de valorisation des déchets urbains de Grenoble Alpes Métropole est communiqué au conseil municipal de chaque commune membre de l'établissement public de coopération intercommunale.

## 15. Rapport annuel 2020 sur le prix et la qualité du service public de collecte, de traitement et de valorisation des déchets urbains

**451 107**  
HABITANTS

**461 KG**  
DE DÉCHETS  
PRODUITS  
PAR HABITANT  
EN 2020

**TAUX DE VALORISATION**  
MATIÈRE 38,7 % / ÉNERGÉTIQUE 56,0 %

**49 COMMUNES**

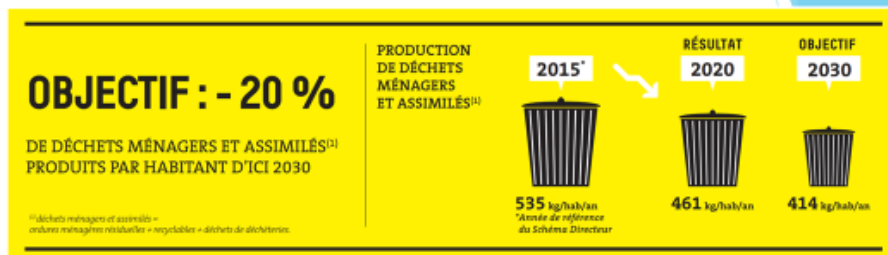
494 kg/hab en 2019  
-6,6%  
Valorisation matière 47,1%  
en 2020

### Faits marquants :

- Continuité de la collecte pendant le confinement
- Rénovation de la toiture au centre de compostage
- Nouvelle génération de déchetterie à Echirolles
- Evolution de la collecte :
  - Horaires ds secteurs expérimentaux : horaire 9h-15h au lieu de 5h-11h
  - Collecte les jours fériés (hors Noël, 1<sup>er</sup> mai, jour de l'an).

### Prévention et économie circulaire

#### ➤ L'objectif global de réduction de réduction du schéma directeur déchets



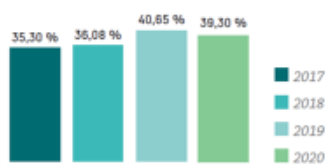
#### ➤ Les principales actions 2020 :

- Ateliers de prévention en visio (compostage, jardinage zéro déchet, les couches lavables...).
- Obtention du premier palier du label Economie circulaire ADEME.
- Poursuite du déploiement du tri des déchets alimentaires (collecte en bac marron, distribution de 3959 composteurs). Varcès à venir en 2022
- 3 préaux des matériaux de bricolage (dont Vif) => contre le gaspillage et réduction des déchets. ~ 3 tonnes / mois

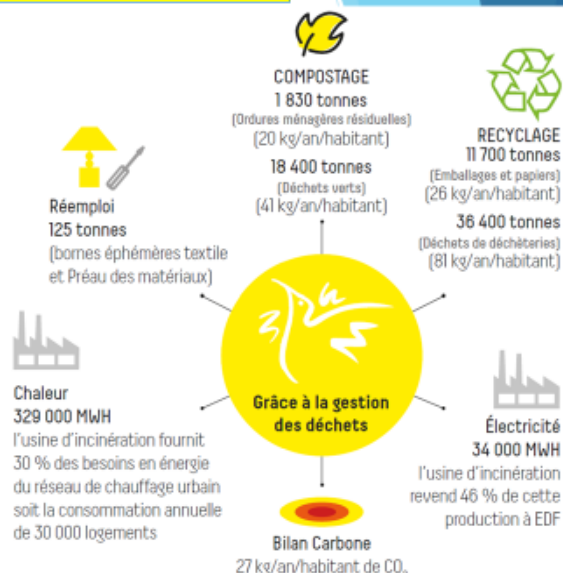
### Où vont les déchets collectés ?

95% des déchets collectés et traités sont valorisés

	2019	2020
Recyclage	24,3%	21,9%
Compostage	13,4%	8,3%
Valorisation B.T.P. (gravats)	9,4%	8,5%
Valorisation énergétique	46%	56%
Stockage	6,9%	5,3%

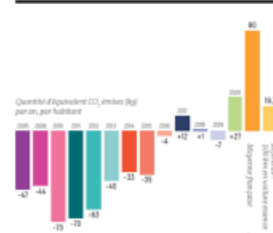


TAUX DE DÉCHETS NON CONFORMES AUX CONSIGNES DANS LA POUBELLE « JE TRIE »



## Impact environnemental ?

ÉVOLUTION DU BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE L'ACTIVITÉ DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DÉCHÈTS PAR HABITANT DE 2005 À 2020\*



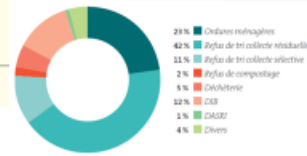
PRINCIPALES DESTINATIONS ET TONNAGES DES MATÉRIAUX EXTRAITS AU CENTRE DE TRI



(en tonnes)	2018	2019	2020	Variation 2019/2020
<b>Entrées totales</b>	187 639	178 083	181 905	1,8%
<b>Mâchefers</b>	34 408	33 358	34 507	3,5%
% mâchefers / total incinéré	18,3%	18,7%	19,0%	
<b>Matériaux extraits des mâchefers</b>	1 801	1 426	1 887	
Ferrous	1 384	1 033	1 543	39%
Non ferrous	425	393	445	
<b>REFIOM*</b>	7 062	6 752	6 740	-0,2%
% REFIOM / total incinéré	3,8%	3,8%	3,7%	

\* REFIOM - Résidus d'épuration des Fumées d'Incinération des Ordures Ménagères.

## Incinération



RÉPARTITION DES TONNAGES INCINÉRÉS PAR TYPE DE DÉCHÈTS

- Les mâchefers (cendres) sont traités par Lely Environnement à St Quentin en Isère: maturation, tri, valorisation en sous-couches routières
- Les REFIOM (poussières des fumées) sont stockés dans des mines de sel en Allemagne ou dans une décharge de classe I à Bellegarde (30)
- 97% de nos déchets sont valorisés en France
- Programme de biosurveillance environnementale autour de l'incinérateur (mesures sur air, végétaux, lichens), comparaison à des échantillons témoins hors de la zone de retombée des rejets  
[https://www.grenoblealpesmetropole.fr/cms\\_viewFile.php?idf=5554&path=Rapport-Plan-de-Surveillance-2020.pdf](https://www.grenoblealpesmetropole.fr/cms_viewFile.php?idf=5554&path=Rapport-Plan-de-Surveillance-2020.pdf)

## Communication, animation et relation aux usagers

**19 961** APPELS REÇUS ET TRAITÉS AU NUMÉRO VERT

**364 545** visiteurs des outils web « déchets » (pages déchets du site [grenoblealpesmetropole.fr](http://grenoblealpesmetropole.fr), site [moinsjeter.fr](http://moinsjeter.fr) et page Facebook associée) 82 % d'augmentation / 2019

490 ANIMATIONS SOIT **9 300 PERSONNES** SENSIBILISÉES

**173 ANIMATIONS SCOLAIRES**

## UNE ENQUÊTE DE SATISFACTION DU SERVICE DÉCHÈTS A MONTRÉ QUE :



**88 %** des personnes interrogées sont satisfaites de l'accueil du N° Vert 0 800 500 027, 78 % des personnes sont satisfaites de la rapidité des réponses apportées (47 % en 2018).

## 89 % des usagers pensent bien connaître les consignes des déchets pourtant :

- 27 % jettent le pot de yaourt dans la poubelle grise,
- 76 % des usagers déclarent faire attention à la quantité des déchets produits (+10 points par rapport à 2018).



**4 usagers sur 5** sont satisfaits du service de collecte et de tri.

La piste d'amélioration la plus souvent citée : la propreté des abords des points d'apport volontaire.

## Les indicateurs financiers

**58 351 276 €**  
DE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

**129 €** PAR HABITANT (HORS PROVISION POUR TRAVAUX) DONT



**59 026 966 € en 2019**  
-1,1%

### RÉPARTITION COÛT DE FONCTIONNEMENT 2020



Poste	Pourcentage
Collecte en porte-à-porte	42,9 %
Déchetteries	21,1 %
Collecte du verre	1,2 %
Extraction matériaux recyclables	7,3 %
Extraction fermentescibles	0 %
Compostage	2,9 %
Incinération	21,2 %
Prévention	3,4 %

### RÉPARTITION DES RECETTES 2020



Poste	Pourcentage
TEOM	77,6 %
Soutien des éco-organismes	6,9 %
Revente matériaux et énergie	7,4 %
Redevance spéciale	2,7 %
Subventions, partenariat et services divers	2,5 %
Subvention budget général	2,9 %

Ce coût total de 58 M€ est couvert par :

- La TEOM (53 M€) – taux stable à 8,3% pour la 5<sup>e</sup> année consécutive.
- Revente de matériaux.
- Recettes versées par organismes Citeo, Eco Mobilier, Eco-Système.
- Production d'énergie liée à l'incinération des déchets.
- Redevance spéciale.

## Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre.

**Monsieur Jean-Michel LOSA, conseiller municipal** : ce rapport est assez complet mais, à mon avis, il manque un point important qui est le relevé atmosphérique. Ce qui me surprend, c'est que l'on sait qu'au niveau de l'incinérateur, il y aura de gros investissements qui vont être mis en œuvre dans les années qui viennent. On sait notamment qu'ils sont obsolètes en termes de norme, de rejet atmosphérique par rapport aux normes européennes. Mais on s'aperçoit sur ce rapport-là, que l'on aborde très peu ce sujet-là. Thierry, tu as dit toi-même que tu es allé rechercher pour pouvoir nous donner des précisions ce soir, par rapport aux rejets. Et je suis surpris : sur les rapports sur lesquels on veut aller, ils sont corrects. Par contre, sur d'autres rapports, on peut aussi estimer que les analyses peuvent être mises en opposition par rapport à celles qui sont présentées dans ce rapport-là. Et puis, on s'aperçoit que l'on a une progression de baisse de déchets. Je pense qu'il y a eu aussi un impact de la crise Covid sur ce rapport-là et qu'il va falloir regarder de plus près l'année prochaine. Je mettrais un bémol quand même.

**Monsieur Thierry LORA RONCO, Maire-adjoint en charge de la transition écologique** : le fait que l'on ait plus brûlé, c'est vraiment lié au Covid parce que le site Athanor a fermé pendant un mois. La priorité a été le ramassage des déchets qui partaient directement à l'incinérateur. A la fermeture, pendant 5 à 6 semaines à la fin de l'année, il y a eu des remises aux normes de sécurité. Donc c'est ponctuel. On peut revenir à des chiffres normaux l'année prochaine. Sur les émissions, effectivement, ce rapport donne juste des chiffres sur l'impact sur le CO2 de nos déchets. En fait, c'est le rapport sur la gestion des déchets. Après, pour connaître en détails l'émission de l'incinérateur, il faut aller voir le rapport de la Compagnie de Chauffage qui exploite l'incinérateur, rapport disponible sur le site de la Métropole. A chaque fois, ce sont des rapports qui font 100 pages.

Le Conseil Municipal **PREND ACTE** de ce rapport pour l'exercice 2020

☞ Prend acte

## 16. Rapports annuels 2020 sur le prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement métropolitains

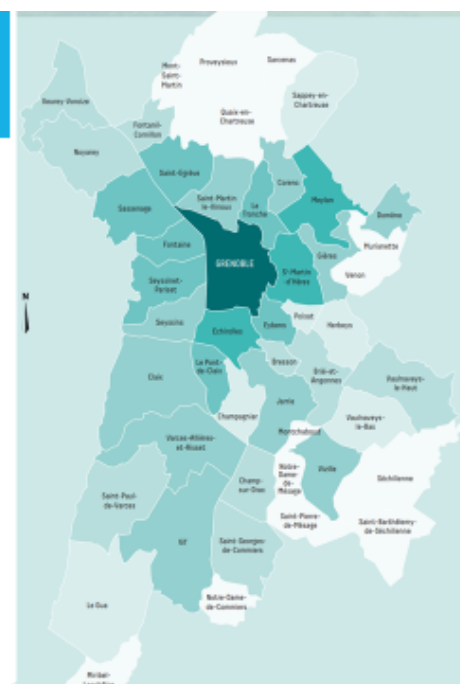
☞ Rapport présenté par Jean-Luc CORBET, Maire.

Conformément aux dispositions de l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les rapports annuels 2020 sur le prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement métropolitains sont communiqués au conseil municipal de chaque commune membre de Grenoble-Alpes Métropole.

### 16. Rapports annuels 2020 sur le prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement métropolitains

#### Eau potable

Volumes consommés en 2020 en m<sup>3</sup>



<b>445 059</b> habitants	<b>170 015</b> abonnés
<b>148L</b> consommés par hab. chaque jour en 2020	
<b>66</b> agents métropolitains à la régie eau potable	
<b>264</b> fuites réparées sur conduites et branchements publics	
Rendement global 2020 réseaux d'eau potable	<b>86,5%</b>

<b>54 M<sup>3</sup>/AN</b> Consommation moyenne d'un habitant	<b>24,4 MILLIONS M<sup>3</sup></b> Volume d'eau facturé en 2020	<b>85%</b> de l'eau distribuée est potable sans traitement
<b>9,1 KM</b> réseaux renouvelés	<b>5 800</b> contrôles de la qualité de l'eau en 2020	
<b>1,8 MILLIONS M<sup>3</sup>/AN</b> c'est le volume d'eau économisé en moyenne chaque année grâce à la réparation de fuites depuis 2017, soit l'équivalent de 720 piscines olympiques		
<b>99,3%</b> Taux de conformité microbiologique	<b>98,9%</b> Taux de conformité physicochimique	

#### Faits marquants :

- Continuité du service public pendant la crise sanitaire
- Convergence tarifaire pour la quasi-totalité des abonnés
- Partenariat technique et financier entre l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-corse (RMC) et la collectivité
- Harmonisation des tarifs de l'eau entre GAM et la CC du Grésivaudan
- Mise en place d'un suivi quantitatif des ressources gravitaires

## LE PATRIMOINE DE L'EAU POTABLE



### 124 captages actifs

permettent de prélever l'eau des montagnes ou des plaines alluviales



### 1 973 km

de conduites apportent l'eau des captages jusqu'aux habitations



### 156 réservoirs

stockent cette eau entre les captages et les habitations. Leur taille va de 1m<sup>3</sup> à 40 000m<sup>3</sup>



### 6 254

c'est le nombre de poteaux incendies publics et privés de la métropole (4 452 équipements publics de défense incendie)



### 4 microcentrales

(dont 1 propriété de la Métropole) utilisent de l'énergie hydraulique pour produire de l'électricité



### 170 730

c'est le nombre de compteurs posés sur les réseaux métropolitains

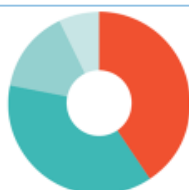
#### Indicateurs financiers

CA 2020 (en million d'€)	
RECETTES D'EXPLOITATION	35
DÉPENSES D'EXPLOITATION	19

#### La facture d'eau et d'assainissement

##### RÉPARTITION DE LA FACTURE D'EAU 120M<sup>3</sup> HT 2021

■ Part moyenne eau potable	1,37€/m <sup>3</sup>
■ Part Assainissement (tarif unique)	1,24€/m <sup>3</sup>
■ Part Agence de l'eau (tarif unique)	0,50€/m <sup>3</sup>
■ Part moyenne TVA	0,23€/m <sup>3</sup>



### 6,95 millions D'€ HT

C'est le montant des investissements de 2020 pour moderniser les réseaux d'eau potable

### 0,46%

C'est le taux de renouvellement global sur cette année du patrimoine

### 1,37€/m<sup>3</sup> HT

Prix moyen 120 m<sup>3</sup> 2021 du seul service d'eau potable

### 10 130

ménages ont bénéficié de l'allocation eau d'une valeur moyenne de 86€

### 3,34€/m<sup>3</sup> HT

Prix moyen 120m<sup>3</sup> 2021 du service eau et assainissement, incluant les taxes et redevances

### 12

ménages ont bénéficié d'un diagnostic gratuit de leurs installations d'eau

### 4

c'est le nombre de tarifs différents de l'eau pratiqués sur la Métropole suite au travail de convergence des prix vers un tarif unique engagé par la métropole depuis 2016 (contre 46 en 2010)



## Assainissement



## Le territoire desservi par Aquapole

	Abonnés	Population
Périmètre Métro 2020	163 792	442 223
Communauté de communes du Grésivaudan	12 088	29 038
SIALLP	973	1 305
Autres communes non membres	648	1 585
<b>Total abonnés et population de la zone propre d'Aquapole</b>	<b>177 501</b>	<b>474 151</b>

### Faits marquants :

- Continuité du service public pendant la crise sanitaire
- Mesure des traces de la COVID 19 dans les eaux usées
- Aides aux collectivités pour le traitement des boues durant la crise sanitaire (suite à interdiction de l'épandage des boues non hygiénisées).
- Gestation et réparation de la rupture d'une conduite d'alimentation d'un filtre biologique d'Aquapole

### La régie assainissement :

**2 072 KM** de réseaux publics (eaux usées, eaux pluviales et unitaires)

**156**  
stations de relevage  
des eaux usées

**5**  
stations d'épuration  
(hors Aquapole)

**55**  
communes raccordées à la  
station d'épuration Aquapole

**97,3%** de coefficient de collecte de réseaux métropolitains raccordés à Aquapole (en excluant les situations inhabituelles)

## LES DONNÉES D'EXPLOITATION 2020



### L'ACTIVITÉ PRÉVENTIVE

**690**  
pompages de postes de relèvement

**294 km**  
kilomètres de réseaux curés  
(curage manuel et mécanisé)

**21 km**  
de réseaux inspectés (inspections vidéos)

**1,7 km**  
de réseaux visités

**13,5 km**  
de réseaux renouvelés

### L'ACTIVITÉ CURATIVE

**1 247**  
demandes d'interventions  
en diminution de 14% par rapport à 2019

**95%**  
des interventions qualifiées d'urgentes  
sont traitées en moins de 3 heures

**260**  
interventions d'astreintes (intervention  
sur poste de relevage) soit -40% par  
rapport à 2019

## LA STATION D'ÉPURATION AQUAPOLE

**219 743 M<sup>3</sup>**

reçus en moyenne par jour à Aquapole

### Rendements épuratoires 2020 :

88,2 % de rendement moyen (MES/DBO5/DCO),  
en hausse par rapport à 2019

### Méthanisation des boues et valorisation biométhane :

Réduction de 54 % des boues à traiter grâce à la  
méthanisation

### Production biogaz :

- Quantité produite en 2020 : 4,1M m<sup>3</sup>\* (en hausse de 5 % par rapport à 2019)
- Energie produite : 27.2 GWh
- 15% de la production utilisée pour les besoins du site
- Injection de 20,8 GWh dans le réseau GRDF, soit l'équivalent d'un an de chauffage pour 1 400 foyers
- 91% du biogaz produit a été valorisé soit en interne (consommation directe) soit en externe (via la production de biométhane)
- Aquapole est toujours neutre en carbone car l'énergie renouvelable produite compense les rejets de gaz à effets de serre liés à son activité.

*\*dans les conditions normales de pression et de température*

## LA STATION D'ÉPURATION AQUAPOLE

**219 743 M<sup>3</sup>**

reçus en moyenne par jour à Aquapole

### Rendements épuratoires 2020 :

88,2 % de rendement moyen (MES/DBO5/DCO),  
en hausse par rapport à 2019

### Méthanisation des boues et valorisation biométhane :

Réduction de 54 % des boues à traiter grâce à la  
méthanisation

### Production biogaz :

- Quantité produite en 2020 : 4,1M m<sup>3</sup>\* (en hausse de 5 % par rapport à 2019)
- Energie produite : 27.2 GWh
- 15% de la production utilisée pour les besoins du site
- Injection de 20,8 GWh dans le réseau GRDF, soit l'équivalent d'un an de chauffage pour 1 400 foyers
- 91% du biogaz produit a été valorisé soit en interne (consommation directe) soit en externe (via la production de biométhane)
- Aquapole est toujours neutre en carbone car l'énergie renouvelable produite compense les rejets de gaz à effets de serre liés à son activité.

*\*dans les conditions normales de pression et de température*

### Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre.

**Monsieur Jean-Michel LOSA, conseiller municipal :** je veux faire juste des observations sur ces rapports qui sont très complets clairs et synthétiques. Que ce soit le service de l'eau potable ou le service de l'assainissement, on a un service métropolitain qui arrive à maturité comparé au rapport précédent sur les déchets. On voit des projections d'avenir, comme le taux qui arrive à plus de 80% de l'eau produite qui arrive au robinet. Au niveau des pertes, on s'aperçoit qu'il y a eu une évolution significative par rapport au rapport antérieur. Quand on regarde l'endettement, il y a encore de la dette, 4,5 millions par an. Aujourd'hui, on peut dire que l'on a fait très peu de rénovation de kilomètres, on est à 0,46% je crois, ou 0,50% sur les 2000 kilomètres et ce n'est pas beaucoup. Je pense qu'à l'avenir, on pourra aller plus loin. Il faudra le faire, c'est impératif car vous l'avez dit tout à l'heure, les réseaux sont vieux. Voilà, c'était une observation. Le service Eau dans sa globalité avec l'assainissement, est un service qui a beaucoup progressé et on peut saluer le travail de tous les agents. Je me rappelle avoir eu comme commentaire qu'il fallait leur donner le temps de prendre en main les 49 communes qui sont arrivées sur leur pôle d'activité.

**Monsieur Thierry LORA RONCO, Maire-adjoint en charge de la transition écologique** : juste une remarque. J'ai lu qu'à Saint Ange, ils ont remplacé une réserve pour la sécurité incendie qui était en plein air qui commençait à s'encroûter de sédiments. Et il y a eu une installation d'une bâche de 90 m<sup>3</sup>, donc c'est positif pour la commune. On peut s'en féliciter et s'en réjouir surtout en cette période très sèche. Cette zone n'est pas à l'abri d'être soumis à des incendies, c'est donc positif.

Le Conseil Municipal **PREND ACTE** de ces rapports pour l'exercice 2020.

☞ Prend acte

## EDUCATION

### 17. Convention de participation financière aux frais de fonctionnement d'une classe d'Unité pour l'Inclusion Scolaire (ULIS) demandée par la commune d'Echirolles pour l'année scolaire 2020 - 2021

☞ Rapport présenté par Caroline HOSTALIER, maire-adjointe en charge de l'éducation et de l'enfance

En application de l'article L. 212-8 du Code de l'Education, par une délibération de son Conseil Municipal du 28 Juin 2021, la Ville de Echirolles a souhaité demander aux communes dont sont originaires les enfants scolarisés dans les classe ULIS d'Echirolles de participer aux frais de fonctionnement de ces classes.

Pour l'année scolaire 2020/2021, 1 enfant dont les parents sont domiciliés sur la commune de Varcès-Allières-et-Risset, a été accueilli dans une classe ULIS de Echirolles.

Les modalités de versement de cette aide sont précisées dans une convention entre la Ville de Echirolles et la commune de Varcès Allières et Risset.

La commune de Varcès Allières et Risset contribuera aux charges énoncées dans cette convention, soit pour un enfant et pour l'année scolaire 2020/2021 un montant de 1 057 €, montant facturé du temps de scolarisation de l'enfant.

Le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la convention entre les communes d'Echirolles et de Varcès Allières et Risset jointe en annexe
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et à engager, mandater et liquider les dépenses afférentes

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité